

L'Europe de demain : Votons !

ÉLECTIONS
EUROPÉENNES
9 juin 2024

Observatoire Sociétal
Diocésain

Les institutions européennes .. p 22

I. Pourquoi parler des élections
européennes ?

À quoi ça sert ? p 22

II. L'Europe au quotidien p 23

III. Que souhaitons-nous
pour demain ? p 23

IV. Faut-il aller voter ? p 24

V. Que se passerait-il s'il n'y avait
plus d'Europe ? p 25

VI. Conclusion p 25

Éclairage biblique :

Babel p 26

Témoignage p 26

Les institutions européennes

L'Église catholique a toujours voulu la consolidation de la paix dans la construction européenne et le bien commun. En tant qu'Observatoire Social Diocésain, le sujet des élections européennes nous semble revêtir un intérêt encore plus particulier dans nos actualités et mérite que l'on y consacre quelques minutes de lecture attentive, une réflexion ultérieure pour un discernement éclairé.

Le prochain grand rendez-vous aura lieu le 9 juin 2024.

Les dernières élections européennes n'avaient suscité l'intérêt que de 50 % de Français (contre 64 % d'Espagnols ou de 61 % d'Allemands¹). Pourquoi les citoyens de l'un des pays fondateurs de l'Europe se déplacent-ils si peu ? Est-ce un désamour ? Une incompréhension des enjeux ?

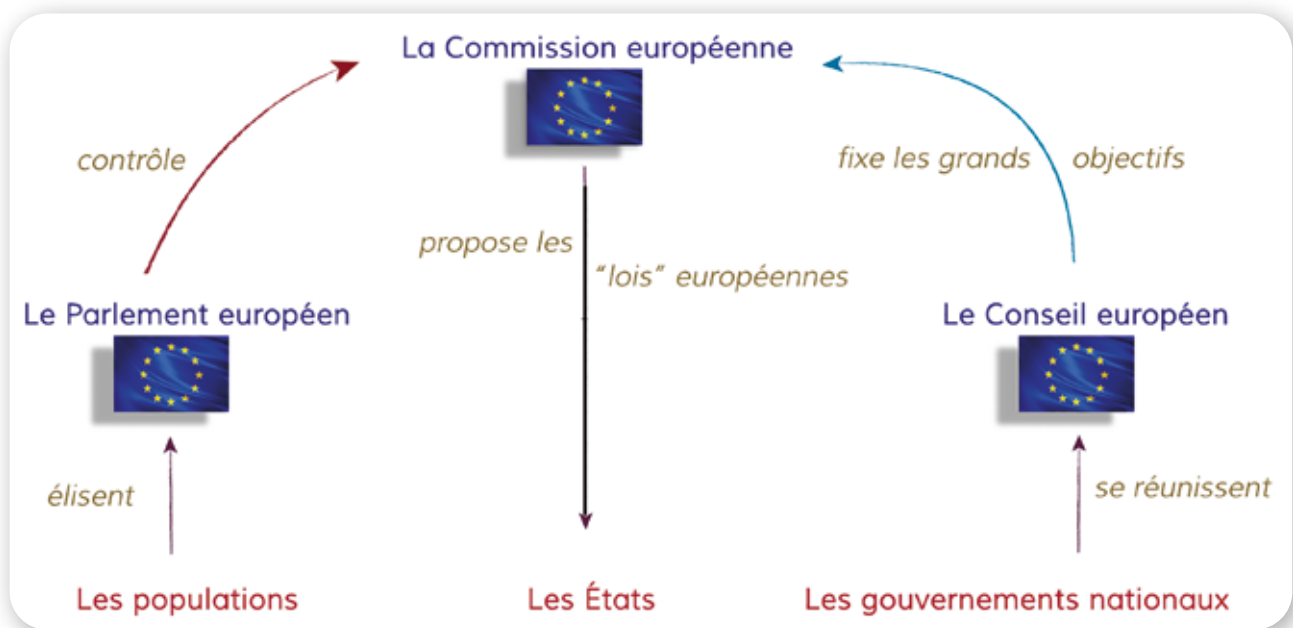
¹ Sources site Insee – Parlement européen – participation aux élections européennes en 2019.

I. Pourquoi parler des élections européennes ? À quoi ça sert ?

Le sujet suscite rarement l'euphorie quand il ne reste pas dans l'indifférence générale. Pourtant, c'est bien nous qui sommes appelés à élire prochainement les quatre-vingt-un députés français au Parlement européen. Le Parlement représente les citoyens ; le Conseil européen représente les États. Ces deux colégislateurs conditionnent les actions de la Commission européenne

qui fixe les lois. Les députés éliront en juillet prochain leur nouveau président ; quant au Conseil européen dont la présidence est tournante pour six mois, la Hongrie succédera à la Belgique.

Mais en quoi l'Europe influence-t-elle notre quotidien sans que nous en soyons toujours bien conscients ?



II. L'Europe au quotidien

L'enjeu est aujourd'hui indéniable et a depuis longtemps dépassé le territoire national, que ce soit d'un point de vue économique, écologique, de la politique agricole ou plus largement de la capacité à nourrir les populations. Les dispositifs comme « le programme Erasmus » sont aujourd'hui des éléments importants de mobilité et de coopération en matière d'éducation et de formation. Avec douze millions cinq bénéficiaires depuis sa création en 1987, ce programme a démontré l'intérêt des interactions entre pays. Avant la crise sanitaire, la France était même l'État membre qui envoyait le plus d'étudiants en programme Erasmus+ (45 429 en 2019/2020).

La liberté de circulation, qu'il s'agisse des marchandises ou des personnes, est désormais acquise. La monnaie commune facilite grandement les échanges commerciaux transverses et les déplacements pour la jeune génération de plus en plus mobile.

L'harmonisation des réglementations fonctionne sur un système de compromis qui cherche des consensus gagnant/gagnant : cela prend du temps parfois mais cela donne également plus de chance à des mises en application à grande échelle. Les sujets comme l'écologie sont transverses du fait des interactions qui dépassent le territoire national. On ne peut plus se contenter de s'enfermer dans nos murs français, ni même européens. Une logique d'autosuffisance qui se barricade n'est plus envisageable.

A contrario, faut-il que toutes les problématiques soient traitées au travers de politiques européennes ou certains sujets doivent-ils rester nationaux selon le principe de subsidiarité ?

- **La contribution de l'UE au maintien de la paix et de la stabilité est primordiale depuis ses origines et doit demeurer une priorité.**

Quoi qu'il en soit, pour faire avancer l'Europe, il faut travailler sur les communs. On peut se poser légitimement la question d'emblée : qu'est-ce que les communs ? Qu'est-ce qu'un Espagnol et un Roumain par exemple ont en commun ? La question se pose beaucoup moins si l'on prend de la hauteur et que l'on se positionne à l'échelle de la planète. L'enjeu climatique devient rapidement un sujet commun évident, comme la stabilité du monde, l'accueil des migrants, la gestion des ressources...

On ne peut pas en vouloir à certains de s'interroger sur l'Europe. Il faut cependant distinguer deux types de position : la remise en question de l'Europe en tant que telle d'une part, et la remise en question du fonctionnement de l'Europe d'autre part. On peut reprocher à une institution certaines lacunes ou certains travers. Faut-il cependant considérer qu'il faille faire table rase de toutes les avancées passées et en cours ? L'UE est un moyen de régulation indispensable.

III. Que souhaitons-nous pour demain ?

Le Conseil permanent de la Conférence des évêques de France posait déjà cette question en 2019. "Quelle Europe voulons-nous" était le slogan.

En effet, du vote va dépendre -peut-être plus encore qu'aux élections précédentes- la capacité de l'Europe à poursuivre ses travaux. Le risque d'une paralysie du Parlement européen n'a jamais été aussi fort ; la perspective d'un blocage est désormais plus que redoutée. L'enjeu est le multilatéralisme : de nombreux courants prônent l'individualisme, le repli sur soi, la fermeture des frontières au moment où la

solidarité, le partage des valeurs humaines et économiques et les consensus devraient s'imposer comme les meilleurs chemins à suivre pour trouver des solutions aux défis actuels et à venir. Refuser la possibilité de faire des choses tous ensemble, ne nous écarte-t-il pas de réussites communes ? La voix des pro-européens ne devraient-elles pas s'affirmer davantage ? Souvenons-nous que notre collaboration européenne est précieuse et permet de peser sur certaines décisions ou face à de grandes puissances non démocratiques et/ou face aux lobbies.

- **Martin Luther King disait déjà : « Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots ».**

La paix et la sécurité sont des enjeux majeurs pour tous. Ils offrent une stabilité et sont la condition nécessaire pour relever tous les autres défis tels que : le développement durable de la planète, le souci de justice sociale, la démocratie, les droits de l'homme, la gestion

des flux migratoires... L'union a toujours fait la force et il n'y a pas d'autres possibilités sans cette union représentée par l'Europe.

« L'heure est grave, l'avenir de tous dépend du présent que nous choisissons. Et, avec l'aide de Dieu, sortons de la nuit des guerres et des dévastateurs environnementaux pour transformer l'avenir commun en une aube de lumière. » Extraits du discours du Pape François à la conférence de la COP28.

IV. Faut-il aller voter ?

- **Oui ! Il est impératif d'aller glisser dans l'urne un bulletin de vote.**

Il faut sortir des enjeux nationaux et ne pas confondre une fois dans l'isolement élections européennes et débats « franco-français ». C'est bien pour l'Europe que cet acte est réalisé, avec la conviction que ce geste nous rapproche d'un idéal en accord avec notre foi.

Parce que le droit de vote a été un droit durement acquis, parce que l'opinion des autres ne prévaut pas sur la nôtre, parce que la capacité de l'Europe à tenir ses engagements, à prendre des décisions, à répondre aux attentes dépend peut-être de notre propre capacité à nous mobiliser, allons voter. Selon nos rencontres, soit l'Europe ne sert à rien, soit elle est un formi-

dable outil d'ouverture aux autres, de fraternité et de négociations. Dans quel autre environnement de tels échanges sont-ils possibles ? Si les élections ne parviennent pas à mobiliser suffisamment, est-ce pour autant une preuve de désintérêt ? Comment la commission pourra-t-elle continuer à peser ? Remettre le citoyen au cœur des actions à travers la liste des euro-députés qu'il aura choisie, est-ce une utopie ?

La mobilisation des jeunes est également un défi. Ils sont les bénéficiaires des grandes avancées : liberté de circulation, reconnaissance des diplômes entre pays...

La désinformation voire les mensonges qui ne manquent pas de circuler lors des campagnes électorales doivent appeler à la vigilance, à la vérification de nos sources.



V. Que se passerait-il s'il n'y avait plus d'Europe ?

Une réflexion s'impose en termes d'écologie, d'équilibres économiques et monétaires, de pourparlers avec les grandes entreprises privées. Que se passerait-il au niveau de la sécurité des personnes et des biens, de la répression de tous les trafics ? En matière de droits de l'homme ? De liberté religieuse ? Qu'en serait-il des programmes d'échanges et de collaboration y compris en matière de défense ?

L'exemple de la Grande Bretagne doit nous faire réfléchir. "Take back control" (reprendre le contrôle), était le slogan des Brexiteurs lors du référendum de 2016, avec à la clé des promesses

de prospérité économique qui ne se sont pour l'heure pas réalisées. Depuis décembre 2020, le commerce avec le Royaume Uni a perdu sa fluidité du fait de lourdes contraintes administratives.

Sur la scène internationale, malgré son désir de s'éloigner du cadre européen, le Royaume-Uni a opéré un rapprochement avec l'UE depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ce bouleversement géopolitique est venu raviver les alliances traditionnelles, tout en gommant les différences d'approche d'un bloc occidental désormais particulièrement soudé.

VI. Conclusion

- "L'Espérance ne déçoit pas. La France n'est pas une île. En tant que catholiques, nous sommes convaincus que la destinée de chacun concerne l'humanité entière.
- La mondialisation économique et culturelle en cours appelle de la part de tous un effort créatif pour que le respect des histoires, des cultures, des écosystèmes locaux et des personnes l'emporte sur les logiques d'affrontement et de destruction.
- La construction européenne, si emblématique d'un combat remporté contre les tentations d'affrontement et de guerre, doit être constamment revue pour ne pas tomber dans l'impuissance,
- la dérive libertaire, l'excès technocratique, le renoncement à promouvoir de vraies valeurs morales, au risque de contribuer à susciter des replis nationalistes. "

Extrait de la déclaration du conseil permanent de la conférence des évêques de France à l'occasion des élections de 2022

Les membres de l'OSD pensent qu'il est important d'inviter les catholiques, et au-delà l'ensemble des citoyens, à participer aux prochaines élections et à s'exprimer, non d'abord sur des enjeux nationaux, mais en fonction des projets portés en sortant du schéma « Pour ou contre l'Europe ».

Voter nous permet de dire quelle Europe nous voulons, quel modèle économique, social, culturel et spirituel nous semble le plus adapté pour notre continent aujourd'hui.

■ Les membres de

l'Observatoire Sociétal Diocésain,

Myriam Vuillecard, Dominique Banet, Christophe Bazin, Anne Bihl, Benoit Cuhe, Marie-Odile Donzé, Jean-Claude Forestier, Pierre Guedin.



Éclairage biblique : Babel

Dans la Bible, le récit, de « la tour de Babel » (Gn 11) aborde une question qui nous occupe toujours, particulièrement en cette période d'élections européennes : quelle est la meilleure façon d'articuler rassemblement des humains et respect de leur diversité ?

L'auteur biblique utilise des légendes venues de Mésopotamie, le grand voisin, qui a toujours essayé de dominer et d'écraser Israël, et dont la capitale est Babylone (Babel).

C'est avec ironie que la Bible critique le rêve totalitaire et impérialiste de Babylone, plus précisément l'arrogance des puissants qui s'estiment seuls à compter comme humains, et qui imposent leur langue unique aux peuples vaincus rassemblés nombreux dans cette grande ville cosmopolite de Babylone. La leçon du récit de la tour de Babel est l'effondrement des prétentieux.

Et nous ? Très souvent le texte biblique nous provoque à un choix de lecture : lirons-nous ce récit avec les yeux des entrepreneurs babyloniens rancuniers contre les dieux qui s'opposent à leur conception autoréférentielle de la « grandeur humaine » ? Ou avec les yeux des humbles pour qui Dieu est celui qui conteste leur situation d'abaissement ?

L'auteur biblique voit dans la dispersion de l'humanité une évolution positive et une prise de distance par rapport à toute forme de globalisation qui porterait atteinte à la diversité des cultures et à la reconnaissance de la dignité humaine des autres.

Il nous est demandé d'être artisans d'unité à partir de la diversité.

Mentionnons d'autres textes de la Bible qui déploient cette perspective :

- Magnificat, évangile selon saint Luc 1,52 « *Il renverse les puissants de leur trône, il élève les humbles.* »
- Actes des apôtres, 2, 6 : Le jour de la Pentecôte, « *chacun les entendait parler dans sa propre langue.* »
- Première lettre de Paul aux Corinthiens 12 21: *L'œil ne peut pas dire à la main : « Je n'ai pas besoin de toi » ; la tête ne peut pas dire aux pieds : « Je n'ai pas besoin de vous. »*

« *Nous n'avons pas besoin de vous* » ! Qu'à l'issue des élections européennes, ce ne soit pas là le message des Français aux autres Européens ni des Européens aux autres peuples du monde. Prétendre à l'autosuffisance absolue est un piège.

Sources : article de Jean Bouhélier dans son journal paroissial en janvier 2000.

Témoignage

« Je me rends régulièrement à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg et j'ai assisté le 19 janvier dernier à une réflexion sur les prochaines élections européennes : Quels sont les problèmes ? Les conséquences et dangers ? Les défis actuels pour l'UE ? L'Europe qui a eu le vent en poupe à l'après-guerre rencontre à présent des difficultés. Elle qui était vue comme une avancée en matière de libre circulation, un moyen de se protéger contre une nouvelle guerre éventuelle... souffre désormais d'un manque de notoriété et d'une image technocratique. L'UE, c'est les 27 ou les 48 pays ?

Alors qu'on parle du pays de Robert Schumann, les Français ne se sentent pas européens ! Avant-derniers dans les sondages sur les 27, nous

voyons l'Europe à partir d'images parfois tronquées (mondialisation, invasion des camions polonais...) alors que c'est bien plus que cela ! La solidarité par exemple : malgré certaines lacunes durant la crise du covid, l'Europe a été en capacité de fournir des vaccins à la plupart des pays demandeurs. Malgré un repli identitaire frileux, l'accueil des migrants se poursuit...

Même si certains sujets divisent évidemment comme l'environnement ou l'élargissement de l'UE, de nombreux défis communs doivent être relevés dans les années à venir ! Je suis convaincue qu'il faut mobiliser et aller voter pour l'Europe. »

■ Elisabeth Conreaux

Déléguée OING au Conseil de l'Europe